

MUSAMBAYI KATUMANGA

## MOI, PROFESSEUR DE POLITIQUE OU ENSEIGNANT ÉGARÉ EN POLITIQUE ?

CET ARTICLE REPREND LE FIL DE LA CONSTRUCTION HÉGÉMONIQUE DU RÉGIME MOI. IL CERNE QUATRE PÉRIODES CARACTÉRISÉES PAR DES POLITIQUES DE CONTRÔLE POLITIQUE DIFFÉRENTES. LES DEUX PREMIÈRES SONT MARQUÉES PAR LE DÉVELOPPEMENT D'UN CULTTE DE LA PERSONNALITÉ DU CHEF DE L'ÉTAT, UN ENCADREMENT PROGRESSIF DE TOUTES LES COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ ET UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE DESTRUCTION DES PÔLES D'ACCUMULATION KIKUYU. DEPUIS UNE DÉCENNIE, LA CRIMINALISATION, L'USAGE CROISSANT D'UN ÉTAT POLICIER ET LES MANIPULATIONS DIVERSES ONT PERMIS AU RÉGIME KANU DE S'AGRIPPER AU POUVOIR.

**L**e 30 décembre 2002 peu après midi, les fidèles de l'ancien parti unique *Baba na Mama*<sup>1</sup>, qui vient de perdre les élections, dansent et chantent « c'est notre propriété » (*Mali Yetu*) au pied du Kenyatta Conference Centre (l'immeuble luxueux qui leur a été donné à la fin des années 1980 et que le nouveau pouvoir compte récupérer). Au même moment et à un kilomètre de là, le président Daniel arap Moi et ses gardes du corps tentent de se frayer un chemin au milieu de la foule hostile qui assiste à la cérémonie de passation des pouvoirs au nouveau chef de l'État, Mwai Kibaki. L'ancien président reçoit alors des quolibets et des projectiles divers. Il est suivi du nouveau président, acclamé par un public qui scande le fameux slogan « Tout est possible sans Moi » (*Yote yawezekana bila Moi*). Les présidents ougandais et tanzaniens tentent de saluer leur vieux collègue kenyan, mais ils se heurtent aux huées de la foule.

Mwai Kibaki a résumé l'humeur générale quand il a déclaré « J'hérite d'un pays ravagé par des années de mauvaise gouvernance... On voudrait n'y voir que des erreurs trop humaines mais il serait injuste à l'égard des Kenyans de ne pas poser des questions sur certains actes dont les conséquences se font encore sentir<sup>2</sup> ». Comment le règne de Moi a-t-il pu générer une telle hostilité et un tel besoin de catharsis ? Durant ses vingt-quatre ans à la tête du pays, Moi

s'est toujours présenté comme un « professeur de politique ». Comment n'a-t-il rien vu venir ? Comment cet ancien berger, doté de si peu de diplômes et qui n'a pas réussi à améliorer son médiocre kiswahili en cinquante ans de pratique, a-t-il pu se maintenir si longtemps au pouvoir ? Cet article décrypte certains mécanismes de la construction idéologique du régime afin de contextualiser l'héritage ainsi que la chute de son équipe dirigeante, qui a dramatiquement appauvri les *wananchi* (citoyens) au profit de quelques truands milliardaires.

---

#### L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA GIRAFE DE BARINGO

Moi est né le 2 septembre 1924 dans le village de Kiren'wo, dans les collines Tugen du district de Baringo. C'est le quatrième et dernier fils de la première femme de Kimoi arap Chebii. Il perd son père alors qu'il n'a que deux ans. Au sortir de l'école primaire en 1945, il suit une formation d'instituteur et devient directeur de l'école de Kabarnet. Il progresse vite dans la carrière d'enseignant, mais, dès 1955, il est nommé au Conseil législatif ; s'ouvre alors pour lui une carrière politique dans laquelle il entre apparemment à contre-cœur. À cette époque, il participe notamment à la formation du Syndicat des enseignants africains (1957), qui deviendra le puissant Kenya National Union of Teachers. Nous verrons qu'en 2002 ce syndicat fut l'un des acteurs importants de la défaite de son camp.

Après les premières élections du Kenya indépendant (1963), Moi dissout son parti de l'époque, la Kenya African Democratic Union (Kadu), pour rejoindre la Kenya African National Union (Kanu). En récompense, il se voit confier un poste de ministre et devient rapidement le favori des loyalistes<sup>3</sup> de Kiambu qui percevaient le brillant Tom Mboya comme une menace. Dès lors, personne n'est surpris quand Kenyatta désigne Moi comme son vice-président en remplacement de Joseph Murumbi (1967). Aux yeux de ses collègues, cette nomination a l'appui du gouvernement britannique, qui voit dans Moi un soutien pour ses intérêts dans le secteur agricole de la riche province de la Rift Valley. Mais deux raisons expliquent le choix de Kenyatta. Tout d'abord,

---

1. « Papa et Maman », surnom de la Kanu (Kenya African National Union), le parti au pouvoir depuis l'indépendance [NdT].

2. « Kibaki's inaugural speech », *Nairobi Law Monthly*, n° 80, février 2003.

3. Par « loyalistes », l'auteur entend les Kikuyu qui ont collaboré avec le pouvoir britannique durant la guerre mau-mau et qui ont constitué le principal soutien de Jomo Kenyatta dans sa région natale de Kiambu [NdT].

Moi peut favoriser l'installation de nombreux paysans kikuyu dans la Rift Valley, une migration qui permettrait de limiter la pression foncière dans la Province centrale. D'autre part, il ne constitue apparemment ni une menace idéologique, ni une menace politique. Tout utile qu'il est, Moi n'a jamais gagné le respect des proches de Kenyatta. Il est méprisé et fréquemment humilié. Ses collègues kikuyu ont l'habitude de parler leur langue natale en sa présence, ignorant que Moi parle kikuyu couramment. À *State House*, on le fait souvent attendre. Et, comme si cela n'était pas suffisant, la « mafia de Kiambu<sup>4</sup> » a demandé à plusieurs reprises son renvoi. Seul Njonjo, l'*Attorney General*, assure Kenyatta de la loyauté indéfectible de Moi<sup>5</sup>.

Du fait de son rôle dans la migration des Kikuyu dans la Rift Valley, Moi s'est heurté à l'opposition de députés de sa communauté ethnique comme le Nandi Marie Seroney. Mais, en tant qu'assistant de Kenyatta, il a beaucoup voyagé dans le pays pour présider de nombreux *harambee*<sup>6</sup> et a appris le sens du mot patience. Sa modestie et sa simplicité l'ont également rendu particulièrement populaire. Dès cette époque, Jaramogi Odinga<sup>7</sup> a percé la stratégie de Moi qu'il compare à une girafe, lente mais qui voit loin. Des décennies plus tard, cela fera dire à Moi « *Hata Odinga alisema Moi ni Kama Jiraf* » (Même Odinga a reconnu que je suis une girafe). En 1976, quand la mafia de Kiambu tente de changer la Constitution afin de l'empêcher de succéder au chef de l'État, Moi recevra le soutien de nombreux Kenyans fatigués par l'arrogance et le chauvinisme des proches de Kenyatta.

---

#### 1978-1981 : DU CHASSE-MOUCHES « HARAMBEE »

##### AU BÂTON « NYAYO »<sup>8</sup>

La réaction des Kenyans au départ de Moi en 2002 est bien différente de l'accueil qu'il reçoit en 1978 quand il succède à Kenyatta. Le régime du « père de la nation », fortement ethnicisé, se caractérise alors par l'arrogance ethnique des Kikuyu, une forte polarisation sociale, un haut niveau de corruption et plusieurs assassinats d'opposants. Ainsi, quand le vieil homme meurt dans son sommeil, la majorité des Kenyans s'est lassée de sa domination impériale et charismatique. Pour autant, il existe un certain doute quant à la capacité de Moi à gouverner le pays. Les barons de l'ancien régime ne voient en lui qu'un nuage de passage. Moi a habilement camouflé ses intentions réelles, et ses opposants vont rapidement découvrir, derrière l'image de l'homme timide, un politicien calculateur, habile et plein de fierté.

Connaissant le rôle dominant de l'élite kikuyu dans la fabrique socio-économique et politique de l'État, Moi s'est employé dans un premier temps à la rassurer afin de mieux la frapper. Il affirme qu'il suivra les pas de Kenyatta.

Il nomme Mwai Kibaki vice-président et garde dans son gouvernement tous les ministres de Kenyatta réélus lors des élections de 1979. Il prétend pardonner les offenses alors qu'il installe méthodiquement son emprise sur l'État. Pour ce faire, il a recours à plusieurs techniques et notamment celle de l'euphémisation. Au nom d'une politique ou de principes appréciés de tous, il se débarrasse progressivement des gêneurs. Ainsi, sous prétexte de lutter contre la corruption, il change toute la direction de la police. Il s'attaque également à la Gema (Gikuyu, Embu, Meru Association), à travers laquelle ses opposants de Kiambu accèdent à l'État. Cette association est particulièrement visée car elle a la capacité économique de nuire au régime. Officiellement, *Bwana Nyayo* (Mr Nyayo, ainsi qu'on l'appelle) interdit la Gema, ainsi que les autres associations ethniques, sous prétexte de consolider l'unité nationale. En réalité, il cherche à assurer son contrôle de l'État et son emprise sur la société, à encadrer toute expression de la société civile susceptible de créer un espace organisationnel indépendant, et donc ouvert à une éventuelle opposition. Le secteur du football est particulièrement visé. Les deux principaux clubs du pays, Gor Mahia, qui incarne l'identité luo dans le sport, et son équivalent luhya sont sommés de changer leur nom à connotation ethnique. Gor Mahia est finalement épargné, mais le régime affaiblit les clubs ethniques d'une façon beaucoup plus radicale. Il demande aux entreprises paraétatiques de former leurs propres clubs et d'interdire à leurs employés de jouer pour les équipes luo et luhya. Depuis la fin des années 1990, Gor Mahia et AFC - Leopards sont moribonds.

Par la division et la répression, le régime a réussi à cantonner les voix dissidentes. Ainsi, le dirigeant de la Gema, Kihika Kimani, qui, à travers les compagnies d'achats de terres, a collecté auprès des paysans des millions de shillings sans leur rétrocéder de terres, a été arrêté et provisoirement écarté

---

4. Le cercle proche de J. Kenyatta était couramment appelé dans les années 1970 la « mafia de Kiambu » [NdT].

5. A. Morton, *Moi, the Making of an African Statesman*, Londres, Michael O'Mara Books Ltd, 1988.

6. Les *harambee* sont des cérémonies au cours desquelles la population vient contribuer financièrement à un projet communautaire. C'est l'occasion pour les politiciens de faire des discours et de verser de fortes sommes d'argent. Les *harambee* sont l'un des symboles idéologiques de l'ère Kenyatta [NdT].

7. Odinga a créé et incarné durant presque un demi-siècle le nationalisme luo (démographiquement, la troisième ethnique du pays). Au niveau national, il a été dans les années 1960 vice-président, mais Kenyatta a rapidement écarté du gouvernement ce politicien jugé à l'époque trop socialiste. Durant l'ère Moi, il a toujours incarné une opposition radicale au régime. Avec la reconnaissance du multipartisme, il a créé un parti qui a tenté sans succès de rassembler les forces hostiles à Moi. Il est décédé au milieu des années 1990 [NdT].

8. Lors de toutes les occasions publiques, Kenyatta tenait un chasse-mouches, Moi apparaissant lui toujours avec un court bâton qui s'apparente à une petite massue.

de la vie politique. Les *shambas* (fermes) ont été subdivisées et distribuées aux *wananchi* (citoyens) par le président lui-même, ce qui lui a assuré une grande popularité. Il s'est alors présenté comme le seul et unique protecteur de l'intérêt national, celui qui voyage dans tout le pays pour rassembler des fonds afin de construire des écoles, pour lutter contre l'érosion des sols et pour faire la guerre à la *Pombe haramu* (bière traditionnelle). En 1979, il demande à toutes les administrations d'augmenter leurs effectifs de 10 %, le secteur public employant dès lors 46 800 personnes. Il s'engage également à ce que tous les Kenyans sachent lire et écrire avant la fin 1984<sup>9</sup>. Ces politiques populistes en font le « grand Daniel » dont la foi déplace les montagnes et lui permet de résoudre avec pragmatisme les problèmes quotidiens de la société. Il devient le très attentionné « père de la nation », le *rais wa vitendo* (le président de l'action).

Dans le même esprit, tous les prisonniers politiques ont été relâchés. Le doyen de la politique kenyane, Jaramogi Odinga, a été pardonné et nommé à la tête d'une entreprise parapublique. En réintégrant Odinga dans la vie politique, Moi espère rallier les Luo. Mais cette tentative est de courte durée, la Kanu refusant d'accorder à Odinga son investiture pour l'élection partielle de Bondo : Odinga aurait insulté le nom de Kenyatta en l'accusant d'avoir détourné des terres. Or, en défendant le nom du père-fondateur de la nation, Moi espère ranimer les hostilités entre les Luo et les Kikuyu. Il veut apparaître comme le vrai héritier de Kenyatta, et sa déclaration *nafuata Nyayo* (je suis ses pas) va incarner progressivement la philosophie du régime. Au cœur de cette idéologie, on trouve les idées d'« amour, de paix et d'unité » que Moi est censé incarner et promouvoir. Le nyayoïsme devient ainsi la doctrine officielle du grand guide, de l'enseignant n° 1, du fermier n° 1 et de « l'amoureux des femmes et des enfants » (*Mpenda watoto na kina mama*), comme le dit une chanson fameuse.

Moi s'est également débarrassé de ses rivaux potentiels, tel Masinde Muliro, exclu de la vie politique à la suite de tricheries lors des élections de 1979. Tout en parlant de compassion, le chef de l'État s'attaque à tous ceux qu'il perçoit comme des idéologues, « des dissidents à la solde de maîtres étrangers envieux des succès du Kenya ». Alors que les membres de l'intelligentsia l'accusent de corruption, de manque de vision, d'inculture, de vendre la nation à l'impérialisme occidental, Moi dénonce leur soumission aux idéologies étrangères (dans le cas du marxisme). Quelques flagorneurs vont jusqu'à demander l'arrestation de ce Karl Marx qui jette tant de confusion dans l'esprit des étudiants. Moi se présente comme le seul et le vrai professeur de politique, quand ses opposants ne font que manier des idées éloignées de la réalité et des besoins des Kenyans.

La construction idéologique de Moi constitue un ensemble d'idées exprimant les intérêts de sa faction dominante et présentant une image caricaturale des relations de classes ou du rôle des institutions publiques. Ainsi, dans les années 1980, il annonce la production de voitures Nyayo authentiquement kenyanes. Des milliards sont engloutis dans cette opération, mais seulement trois voitures sont produites. Lors de leur présentation au public, dans le grand stade national, elles refusent toutes de démarrer. Moi accuse alors l'Université d'incompétence, de nombreux universitaires sont persécutés et le syndicat des enseignants du supérieur est interdit, en même temps que celui des fonctionnaires. L'autoritarisme du régime augmente au fur et à mesure que le président se présente comme un chrétien fervent. Chaque dimanche, les médias rendent compte de sa participation aux cultes. Être vu à ses côtés sur les bancs de l'église témoigne d'une grande proximité avec le pouvoir central, et donc de la fréquentation des bons réseaux qui assurent de fortes ressources économiques.

Il faut rappeler que Moi a accédé au pouvoir dans un contexte de grave récession économique. Dans la région, la Communauté est-africaine vient d'être dissoute et les relations entre le Kenya et la Tanzanie sont au plus bas. L'Ouganda connaît une guerre civile, puis un conflit armé avec la Tanzanie, ce qui a des conséquences négatives sur les relations économiques avec le Kenya. Cependant, Moi profite habilement de la situation de guerre froide. Le Kenya autorise les États-Unis à utiliser ses facilités militaires et reçoit en contrepartie une aide politique, financière et militaire précieuse. Ce soutien occidental sera crucial dans la stratégie de consolidation du régime. Tout d'abord, Moi trouve à l'extérieur du pays des ressources qui lui permettent de financer ses opérations sans trop s'attaquer encore aux richesses des Kenyans eux-mêmes. Il peut ainsi développer les infrastructures sécuritaires du pays, et en particulier les polices secrètes (*Special Branch* et CID) chargées de mater l'opposition au régime. Ce choix diplomatique l'amène par ailleurs à se rendre souvent en Occident à l'occasion de voyages officiels. Au début des années 1980, il préside à Nairobi un sommet de l'OUA, et participe activement aux initiatives régionales de paix comme les *Uganda Peace Talks* ou *Reconciliation with Somalia*. Bref, il veut apparaître auprès des Kenyans comme le « prince de la paix » (expression de l'un de ses ministres), comme un chef d'État dont l'audience internationale fait le digne héritier de Kenyatta.

---

**1982-1991 : LA GRANDE PURGE**

Plus Moi affirme son emprise sur l'État, plus l'opposition manifeste son hostilité. Ainsi Jaramogi Odinga et George Anyona tentent-ils de créer leur propre parti, ce qui conduit le régime à ajouter un amendement à la Constitution, l'*Act n° 7* de 1982, rendant illégale toute opposition et étant également à l'origine du poste du puissant *Chief Secretary*. Cette réforme constitutionnelle est suivie par la tentative de coup d'État d'une faction de l'armée de l'air. Le pouvoir, informé des intentions des militaires, a préféré laisser faire, trouvant là un prétexte pour purger l'armée de tous les officiers jugés peu fiables. Cela a favorisé une forte ethnicisation de l'armée. Ainsi, en 2002, sur les 17 officiers de rang de *Major Generals*, sept appartiennent à la communauté ethnique du président, pourtant très minoritaire. L'élite de la police a connu le même sort : sur les huit policiers de rang le plus élevé, cinq sont Kalenjin. Bref, Moi ne cesse de dénoncer l'*Ukabila* (tribalisme) alors qu'il en est le principal architecte, champion et opérateur. Les organismes parapublics n'ont pas non plus été épargnés, puisque Moi a placé à leur tête des fidèles du régime. Kenyatta faisait de même, certes, mais il nommait généralement des gens compétents, ce qui n'est pas le cas de Moi. Ainsi, à l'époque du premier président, ces notables pillaient les surplus de l'État ; sous le règne de Moi, ils en dévorent les surplus mais également les déficits.

Au début des années 1980, Moi cherche le moyen de se débarrasser de Mwai Kibaki et de Charles Njonjo, les deux membres de l'équipe Kenyatta qui lui ont permis d'accéder au pouvoir. Il tente d'abord de diviser les deux hommes, se plaignant auprès de Njonjo de lui avoir imposé Kibaki comme vice-président. Puis il accuse Kibaki de ne pas lui être loyal, de ne pas faire assez d'efforts pour le décharger de certaines tâches. Njonjo sera finalement le premier à partir à l'occasion d'une purge bien orchestrée. Lors d'une réunion publique à Kisii, Moi l'accuse d'être un traître, d'être démoniaque et de comploter contre les intérêts nationaux : il serait à l'origine de la disparition de la Communauté est-africaine et entretiendrait des liens étroits avec le régime de l'apartheid sud-africain<sup>10</sup>. Njonjo doit démissionner de tous ses postes publics et subir les interrogatoires particulièrement humiliants d'une commission d'enquête. Au nom de l'unité nationale, Moi fait preuve ensuite de « magnanimité » en « pardonnant » Njonjo. Une fois le sort de Njonjo réglé, il faut se débarrasser de Kibaki. Au cours d'une campagne menée depuis *State House*, Waruru Kanja, un ancien leader mau-mau, s'emploie à miner le soutien de Kibaki dans son propre district et à diviser politiquement la communauté kikuyu. Au niveau national, le vice-président est accusé d'appuyer au sein du parti des candidats hostiles au chef de l'État dans l'espoir de le renverser. Kibaki perd sa position de numéro 2 du régime peu après les élections de 1988.



Mais la répression ne s'abat pas seulement sur la haute élite. Elle touche plusieurs segments de la société apparemment inoffensifs, ce qui a fait parler de paranoïa du chef de l'État. Bien sûr, les intellectuels, et en particulier les universitaires censés appartenir au groupe clandestin de *Mwakenya*, sont rudement touchés. Plusieurs d'entre eux seront emprisonnés et torturés. Ces séances se déroulent dans les caves de *Nyayo House*, un bâtiment dont le nom est censé symboliser les notions de « paix, amour et unité », les trois principes de la philosophie *nyayo* du président. Cette persécution est le fait d'une unité spéciale de la police, dont l'« efficacité » s'explique par ses modes de recrutement : les membres de cette unité sont choisis parmi les plus sadiques et les plus corrompus des policiers, promus sans avoir à suivre les formations obligatoires. Cette force est directement placée sous les ordres de Hezekiah Oyugi, le « *Permanent Secretary in charge of Provincial Administration and Internal Security* ». Elle fera régner une véritable terreur sur le pays pendant près de dix ans. Plus de 2 000 personnes seront arrêtées, le plus souvent en toute illégalité. Près de 500 personnes y ont perdu la vie ou sont du moins portées disparues. Dans les provinces périphériques, c'est l'armée qui fait régner la terreur. Ainsi, dans la province du Nord-Est, elle massacre en 1983 plusieurs milliers de Somali à Wagalla. Le fait que ces activités illégales soient menées sans que le Comité national de sécurité en soit informé est révélateur du type de régime mis en place par Moi. Bernard Njiinu, un ancien patron de la police, affirme ainsi que les dirigeants ont tendance à recruter des personnes non sur leurs capacités ou leur mérite mais en raison de traits de caractère très critiquables<sup>11</sup>. Ce qui compte avant tout est la loyauté à Moi. Ces personnes sont promues afin de servir les intérêts du chef de l'État. Njiinu reconnaît ainsi, dans une interview récente, qu'il a tenté de s'opposer à la nomination de son successeur, Philip Kilonzo<sup>12</sup>. De fait, Kilonzo a été impliqué dans l'assassinat de Robert Ouko, le ministre des Affaires étrangères du début des années 1990. On l'a également accusé de couvrir le meurtre de Julie Ward, une jeune Britannique tuée mystérieusement dans le parc national de Masai Mara. Afin de poursuivre illégalement certains opposants, Oyugi puis Kilonzo ont bénéficié de la complicité de juges tel Bernard Chunga, qui sera récompensé de ses efforts par le poste de *Chief Justice* (dont il est contraint de démissionner au début 2003

---

10. M. Katumanga, « The politics of foreign policy execution : consistency and/or inconsistency in the Kenya foreign policy towards South Africa, 1978-1982 », thèse, Nairobi, Université de Nairobi, 1996.

11. « Former police chief speaks out on Mwakenya crack down », *Sunday Nation*, 3 février 2003, p. 10.

12. « Mwakenya : how Njiinu was sidelined in the operation », *Sunday Nation*, 2 mars 2003, p. 11.



en raison des jugements expéditifs qu'il a rendus dix plus tôt dans les affaires de prisonniers politiques et de tortures policières). Justice Zacharias Chesoni est également nommé en 1992 chef de la commission électorale en dépit du fait qu'il a dû démissionner comme juge de la cour d'appel pour cause de « comportements peu appropriés pour un juge ». Ces nombreuses nominations douteuses aux plus hautes fonctions de l'État ont des conséquences graves sur la probité des institutions publiques et la confiance qu'on peut leur accorder. Moi y voit lui un moyen de s'assurer une loyauté maximale à tous les niveaux des administrations régaliennes. Quand cette stratégie ne marche pas, il n'hésite pas à payer ses opposants ou les personnes dont il souhaite s'assurer le soutien ; puis, une fois leur rôle rempli, il les renvoie. Le résultat de tous ces dispositifs est l'apparition d'une « fausse conscience » concernant l'État qui, d'une part, camoufle l'exclusion de certains groupes ethniques au nom d'une supposée correction de l'histoire (certaines ethnies auraient trop profité de l'ère Kenyatta), de l'autre instille la peur de toute critique sinon de toute rébellion. Moi arrive ainsi à créer une véritable servitude volontaire.

Parallèlement à cette répression politique, les sommets de l'État se livrent à une prédation massive des biens publics. Les exemples abondent. Ainsi, la poste (Kenya Post and Telecommunications) a versé 165 millions pour acheter 500 maisonnettes qui n'ont jamais été construites. Il serait fastidieux d'énoncer la liste des entreprises détenues par le chef de l'État, par ses fils ou par les autres barons du régime qui ont profité du départ des multinationales américaines pour racheter, souvent à bon prix, des entreprises performantes. Les capitaux nécessaires à cette fièvre d'achats proviennent notamment de la corruption sur les marchés de travaux publics : dès cette époque, plus de 10 % des contrats publics sont détournés par les sommets de l'État.

Moi a également recours à la technique des amendements constitutionnels afin de barricader son régime contre toute forme d'opposition. Ainsi, l'*Amendment Act n° 4* de 1986 met fin à l'inamovibilité des juges de la Haute Cour, de l'*Attorney General*, du *Controller* et de l'*Auditor General*. L'*Amendment Act n° 20* de 1987 renforce les sanctions concernant certains délits. La trahison est punie par la peine capitale. L'*Amendment Act n° 4* de 1988 permet à la police de garder en prison, sans comparution devant un juge et pendant quatorze jours, tout suspect de crime. Ces mesures ont permis à la *Special Branch* et à un pouvoir judiciaire sous contrôle de limiter drastiquement l'espace associatif. À l'évidence, les jugements de nuit rendus par des cours de justice plus ou moins improvisées ont su cantonner la liberté de parole dans les limites que le pouvoir politique souhaitait.

Le régime ne se méfie pas seulement des opposants, il surveille également son administration locale. À côté des *District Officers* (DO) officiels, d'autres DO dépendant directement du chef de la sécurité intérieure ont été nommés.

Ils sont connus sous le nom de « DO pour l'environnement » car ils sont censés s'occuper des forêts. En réalité, ces structures constituent un moyen supplémentaire pour ethniciser l'administration locale et visent surtout à contrôler les autres fonctionnaires. Il s'agit enfin de surveiller ces forêts qui peuvent servir de zone de guérilla.

Moi a su habilement utiliser l'administration locale pour contrôler efficacement le pays et en particulier les zones rurales. Elle est chargée de vérifier que ceux qui ne payent pas leur adhésion au parti unique ne bénéficient pas des services publics. Elle doit mobiliser le public sommé d'assister aux *harambee*. Durant les années 1980, le président Moi apprécie particulièrement ces cérémonies, auxquelles tous ses ministres ainsi que les dirigeants des organismes parapublics sont tenus de participer, et qui se transforment progressivement en une forme de taxation violente enrichissant les dirigeants de l'administration locale et des groupes de jeunes du parti. De nombreuses chansons ont dénoncé l'opposition du peuple aux *harambee* de cette période. Ainsi, le refrain de Jacob Luseno intitulé *Makuru* (chef) explique comment les chefs viennent voler dans les maisons sous prétexte de lever des fonds pour la construction d'écoles ou de dispensaires.

Le système de vote en file indienne derrière le candidat (*mlolongo*) vise également à briser l'opposition. Mais cette technique, qui a donné lieu aux élections les plus truquées du pays en 1988, s'est heurtée à l'opposition de leaders religieux, de juristes et de quelques ténors de la politique. Moi met alors sur pied le comité disciplinaire de la Kanu chargé de dénoncer, de punir et d'exclure tous les politiciens osant critiquer le régime. Joseph Munyao (MP for Mbooni) est ainsi suspendu pour ne s'être pas levé lorsque Moi a prononcé son nom à l'occasion d'un meeting à Machakos. Kimani wa Nyoike (MP for Nyandarua South) est sanctionné pour avoir détourné à son profit une chanson de louange dédiée au président, *Tawala Kenya Tawala, Tawala Rais Moi Tawala Kenya tawala* (« Continue de diriger le pays, dirige le Kenya président Moi »). Masinde Muliro et Martin Shikuku sont exclus car ils prônent le multipartisme.

Dans le domaine économique, Moi s'est efforcé d'émasculer le capital de la Gema réinvesti dans des institutions bancaires. Il s'est donc attaqué aux banques kikuyu qui ont toutes fait successivement faillite : Continental Bank, Rural Urban Credit Finance, United Finance Bank et Tropical Building Society. Elles ont été remplacées par des banques à capitaux essentiellement indiens (qui ne constituent donc pas une menace politique). Moi ne peut tolérer que des structures offrent des possibilités alternatives de crédit aux entreprises dont la loyauté n'est pas avérée. En supprimant les banques kikuyu, le président consolide ainsi les banques paraétatiques contrôlées par des hommes sûrs chargés d'accorder des crédits aux hommes politiquement

corrects. En détruisant les bourgeois africains, Moi veille à ce qu'ils ne transforment pas leurs revenus industriels en capitaux financiers susceptibles de développer une forme d'industrialisation indépendante de l'État. En capturant les hommes d'affaires indiens, il s'assure un accès permanent à des taxes politiques auxquelles ses opposants ne peuvent prétendre.

De fait, le régime *nyayo* est en général hostile à toute puissance économique qu'il ne contrôle pas et qui pourrait constituer une forme d'opposition. Ainsi, la Kenya Farmers Association a été dissoute et remplacée par la Kenya Grain Growers Cooperative Union placée sous son patronage. Afin de consolider ce processus, la Cotu (Central Organization of Trade Unions) ainsi que Maendeleo ya Wanawake (la fédération des associations de femmes) ont été intégrées à la Kanu. À travers la cooptation et le patronage, il prend le contrôle de la National Chamber of Commerce and Industry et de la Kenya Association of Manufacturers. À ce contrôle des structures économiques s'ajoute la mainmise sur les médias. Les radios diffusent les chansons écrites en l'honneur du président et chantées par les chœurs des entreprises parapubliques. Ses portraits passent constamment à la télévision et sont accrochés dans tous les commerces, toutes les administrations et même les écoles, qui portent souvent son nom. Les écoliers doivent réciter chaque matin des prières en son honneur. En 1988, tous les fonctionnaires ont été sommés de contribuer à l'édification d'un monument dans Uhuru Park, symbole de l'ère ou plutôt de l'erreur *nyayo*.

Moi cherche également à se construire une image d'innovateur social. Il se livre ainsi à de vastes destructions de forêts afin de développer les *Nyayo Tea Zones*. Les bus Nyayo ainsi que le système Nyayo 8-4-4 qui réforme complètement le système scolaire relèvent également de cette logique d'ingénieur du social auquel le chef de l'État prétend. Tous ces projets se caractérisent par une corruption effrénée, par une mise en œuvre désordonnée et finalement par un échec que la société doit amortir dans des secteurs souvent vitaux. Bien sûr, ces programmes populistes sont mal intégrés aux structures étatiques, Moi cherchant surtout à montrer qu'il innove. Ils participent du culte de la personnalité du chef, qui est au zénith durant les années 1980, et se traduisent également par une inflation institutionnelle. Les fonctions des administrations s'en sont trouvées brouillées, d'autant que leur fonctionnement relève de plus en plus de la logique clientéliste. La prédation sur les institutions publiques a dès lors fortement augmenté. De plus, Moi a multiplié les ministères (près d'une trentaine) et les départements (autour de 150), qui captent près d'un tiers de la richesse nationale : en 1993, le budget de l'État est de 116,7 milliards de shillings alors que le produit national brut du pays s'élève à 333,6 milliards. L'essentiel des dépenses publiques est constitué des salaires.

Bref, dans le Kenya des années 1980, la parole de Moi a valeur de loi et doit être immédiatement mise en application, quels qu'en soient les effets sur l'administration et sur la société. Ce culte de la personnalité allié à une politique populiste a largement détruit la capacité d'action et le moral des pouvoirs publics. De plus, cette tentative de légitimation a fini par ne plus faire illusion. C'est dans ce contexte que le Kenya va retrouver une situation de pluralisme partisan.

---

**LES ANNÉES 1990 : PLURALISME SOUS CONTRÔLE,  
BANDITISME D'ÉTAT ET EFFONDREMENT DE L'ÉTAT**

L'augmentation de la répression et de la corruption ainsi que les élections truquées de 1988 ont réussi à réunifier certaines forces de l'opposition. Des politiciens conservateurs comme Matiba et Rubia ont fait équipe avec des radicaux tels Odinga et Shikuku. Ils se sont associés à de jeunes activistes issus du milieu des avocats (Muite et Orenge, notamment) ainsi qu'à des leaders chrétiens tels les évêques Nzeki (un catholique), Okullu, Gitari et Muge (des anglicans) pour demander de réels changements politiques. La très forte corruption du régime préoccupe également les alliés occidentaux de Moi. On a dit que les États-Unis ont instillé des tensions entre le cercle rapproché du chef de l'État et le ministre des Affaires étrangères, le Dr Robert Ouko, qui tente de sauver les apparences sur la scène internationale, qui sont à l'origine de l'assassinat de ce dernier. Les frustrations causées par ce meurtre ont participé de l'immense succès populaire des manifestations en faveur du multipartisme dites de « Saba Saba » (7 juillet 1990). Ces mobilisations sont le fait de Rubia et de Matiba, arrêtés peu avant le meeting, tout comme d'autres ténors politiques tels que Raila Odinga et Gitobu Imanyara. Cela entraîne la suspicion des Occidentaux, qui suspendent leur aide – ce qui n'améliore pas une dépression économique marquée : l'inflation atteint en 1991 19,6 % et en 1992 plus de 29 %. Cette même année, le shilling est déprécié de 35 %.

De son côté, l'opposition forme le Forum for Restoration of Democracy in Kenya (Ford), qui réunit Jaramogi Odinga, Martin Shikuku, Masinde Muliro, Ahmed Bamariz et Philip Gachoka. Par l'*Amendment Act n° 2* de 1991, Moi octroie à contrecœur le retour au pluripartisme. Il rétablit également l'inamovibilité des plus hautes fonctions du pouvoir judiciaire. Apparemment, Moi cède à des pressions extérieures et prétend s'accommoder des forces de l'opposition. En fait, il met en œuvre une série de mesures bien orchestrées visant à limiter la portée de la liberté politique qu'il a fait mine de concéder.

Il s'est d'abord employé à menacer les groupes ethniques considérés comme proches de l'opposition, en particulier ceux résidant dans la Rift Valley, province natale du président Moi. Un ministre, William Ole Ntimama, a fait

savoir aux non-Maasai vivant dans sa zone qu'ils avaient à « *lie low like envelopes* » (s'aplatir comme des enveloppes) et que, de toute façon, ils seraient expulsés. D'autres barons du régime ont répété le même message au cœur du territoire kalenjin. Dès lors, les massacres de la Rift Valley, qui ont également touché les provinces de l'Ouest et de Nyanza, n'ont guère surpris. Alors que l'opposition plaidait la cause du pluralisme, les tenants du régime défendaient l'idée d'un fédéralisme à la kenyane, le *majimbo system*, susceptible de protéger les intérêts des petites ethnies.

La seconde tactique de Moi est le recours aux amendements constitutionnels pour verrouiller son pouvoir. En juillet 1992, il fait adopter le *25 % rule Bill* qui précise les règles de l'élection présidentielle : le candidat gagnant est celui qui rassemble sur son nom le plus de voix ; il doit en outre recueillir plus de 25 % des voix dans cinq des huit provinces du pays. Moi a misé sur le fait que l'opposition se diviserait selon des lignes ethniques et serait ainsi dans l'incapacité de battre la Kanu. Et, de fait, sous la pression de certaines administrations (police et administration locale en particulier) et l'égoïsme des leaders aidant, Ford s'est scindé en trois partis : Ford-Asili de Matiba et Shikuku ont principalement recueilli les Kikuyu, Ford-Kenya dirigé par Odinga et Muliro a drainé les Luo et les Luhya alors que le public du Kenya National Congress de Kimani wa Nyoike était ethniquement plus varié mais peu important en nombre. Les négociations entre Ford-Kenya et le conservateur (et très kikuyu) Democratic Party de Mwai Kibaki ayant échoué, Moi a remporté les élections présidentielles de 1992 avec moins de 40 % des voix.

Une troisième tactique a consisté à s'attacher ou plutôt à acheter le soutien de nombreux notables. Moi finance la campagne électorale de 1992 en faisant marcher la planche à billets, ce qui entraîne une hyperinflation et une forte aggravation de la crise économique. Il pille les fonds publics afin de pourvoir à un système de plus en plus exigeant à mesure que la légitimité du régime se réduit à une peau de chagrin. À cet égard, le scandale Goldenberg est un des symboles de l'époque. Au début des années 1990, le Trésor public a versé près de 65,5 milliards de shillings (près de 900 millions de dollars) à un certain Kamlesh Pattni afin de rémunérer l'exportation fictive d'or. L'immunité dont ont joui ces dix dernières années les acteurs de cette gabegie a convaincu les analystes que les plus hauts sommets de l'État étaient impliqués dans cette affaire.

Goldenberg est l'un des facteurs ayant poussé les puissances occidentales à mettre fin à une aide consciencieusement détournée. Dès lors, le pouvoir s'est livré au pillage des ressources intérieures. Les terrains publics, les forêts, les maisons appartenant aux administrations sont redistribués aux fidèles du régime. Au milieu des années 1990, le président se trouve au cœur d'un

véritable système de banditisme d'État ou d'économie de razzia. Selon Mutahi Ngunyi, un shilling sur cinq est alors consacré (ou perdu) à la corruption. D'autres analystes pensent que 20 % de l'économie formelle est razzinée illégalement par une minuscule nomenclatura de près de 250 personnes (sur une population de 31 millions de Kenyans)<sup>13</sup>. Certaines estimations évaluent à 127,4 milliards de shillings les sommes consacrées à la corruption en 1994-1995. Durant les années 1990, l'État aurait perdu près de 10 milliards de shillings dans des cessions de forêts et autres terres publiques.

Des hommes d'affaires proches du régime ont importé, sans avoir à payer de taxes, des fertilisants, des céréales ainsi que du sucre en grande quantité, ce qui a déstabilisé sinon détruit plusieurs secteurs de l'agriculture. Des entreprises de travaux publics, notamment la fameuse Mugoya & Mugoya Construction Company, ont reçu des milliards pour des routes ou des bâtiments qui n'ont jamais vu le jour. Les personnes et les organisations dénonçant ces pratiques ont subi les exactions de groupes de *vigilants*. Ainsi, Wangari Maathai a été plusieurs fois malmenée alors qu'elle tentait de dénoncer la destruction et l'appropriation par des politiciens de la forêt de Karura, à proximité de Nairobi<sup>14</sup>. Plus généralement, le régime a encouragé la formation de groupes de *vigilants*, tant en ville qu'en zone rurale, dont il s'est souvent servi pour persécuter l'opposition.

Certains de ces groupes de *vigilants* ont joué un rôle important dans les massacres de 1992 dans la Rift Valley et ceux de 1997 à Mombasa. Certaines de ces organisations, auparavant proches de l'opposition, ont été infiltrées et ont évolué vers des formes d'action menaçant véritablement l'intégrité nationale<sup>15</sup>. C'est le cas en particulier du mouvement Mungiki<sup>16</sup>. Dans les zones agro-pastorales de la périphérie du pays, les gouvernants ont soutenu les activités de milices ethniques fortement armées comme celles que l'on trouve chez les Pokot. Ces groupes se livrent à des razzias de troupeaux qui remplissent plusieurs objectifs politiques. Ils s'attaquent à des communautés acquises à l'opposition dans les districts de Trans Nzoia et de Marakwet. Chez les Pokot, ils pillent les familles qui ne sont pas issues de la région et financent ainsi le

---

13. Wambui Chege, « War on graft as NARC's acid test », *East African Standard*, 25 février 2003.

14. F. Constantin, « Kenya : forêts volées », in F. Grignon et H. Maupeu (dir.), *Afrique orientale. Annuaire 2000*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 237-268.

15. Human Rights Watch, *Playing with Fire. Weapons Proliferation, Political Violence and Human Rights in Kenya*, New York, HRW, 2002.

16. Voir l'article de H. Maupeu dans ce même dossier.

clientélisme local qui assure la survie du régime dans cette zone éloignée du centre mais stratégique pour les sommets de l'État (les Pokot sont un sous-groupe de l'ensemble kalenjin qui constitue le cœur du soutien au président Moi). En fin de compte, la souveraineté étatique semble disparaître de ces régions où l'idée d'État régalien ne fait plus sens. De plus, la citoyenneté de tous les non-Pokot y est fortement contestée. Jusqu'à présent citoyens de seconde zone, ils se voient aujourd'hui sommés de quitter ces districts<sup>17</sup>.

Alors que les partis de l'opposition se révèlent incapables de renverser le régime, les organisations de la société civile s'entendent pour former le National Coalition Executive Council (NCEC) et revendiquer une réforme constitutionnelle décisive. En 1997, les manifestations du NCEC rassemblent des foules considérables, causant la mort de plusieurs personnes. Finalement, le pouvoir accepte de supprimer deux lois coloniales qui limitaient considérablement la liberté d'expression et de rassemblement, le *Public Order Act* et le *Chief's Authority Act*. Une réforme constitutionnelle cosmétique a été négociée avec des leaders de l'opposition et en dehors des cercles de la société civile. Cet *inter-parliamentary party group* et ses petites mesures ont fait taire la rue sans désarmer le régime de Moi, qui a utilisé toutes les tricheries et bassesses pour limiter l'influence de l'opposition<sup>18</sup>. Face à la désunion de cette opposition et dans un contexte de violence, de corruption et de pauvreté croissante, Moi gagne une nouvelle fois les élections, amorçant son dernier mandat de président du Kenya<sup>19</sup>.

---

#### 1997-2002 : APRÈS MOI, LE DÉLUGE ET L'ARC-EN-CIEL

##### DE L'ESPOIR

Cette période se caractérise par une décrépitude accrue des institutions publiques et une incapacité du gouvernement à fournir à la société des valeurs sinon des espoirs. Moi a accentué la polarisation ethnique afin de solder les promesses faites durant la campagne électorale mais aussi pour régler sa succession. Il se croit un professeur de politique jouissant d'une compréhension toute particulière de la psychologie politique kenyane. Il sait ce qui est bon pour son pays et cela lui donne le droit de régler sa propre succession. N'ayant pas réussi à attirer à lui Wamalwa Kijana de Ford-Kenya ou Mwai Kibaki du DP, Moi se tourne vers Raila Odinga et son National Development Party (NDP), ce qu'il regrettera ensuite amèrement. Il se croit à l'époque capable de manipuler ce parti. Il est vrai qu'au début les troupes du NDP cessent de participer aux manifestations hostiles au régime, constituant même une cinquième colonne s'attaquant à l'opposition. Le NDP s'avère également utile dans



le domaine de la réforme constitutionnelle en développant une alternative au groupe Ufungamano qui propose, à l'initiative des Églises, une nouvelle Constitution.

Au fur et à mesure que l'incorporation du NDP cristallise, Moi amorce le processus d'éviction du vice-président George Saitoti, son héritier officiel. Le chef de l'État sait user les politiciens pour s'en débarrasser dès qu'ils ne lui sont plus utiles. Le 18 mars 2002, il humilie publiquement Saitoti et Joseph Kamotho, le secrétaire général du parti, lors d'une cérémonie au stade Kasarani. Les militants doivent entériner une nouvelle constitution du parti et nommer les quatre vice-présidents de la Kanu, Moi restant bien sûr le patron de l'organisation. Ce dernier ne cache pas sa stratégie : « Même si je déclare que je vais me retirer, est-ce que je ne serai pas toujours le président de la Kanu ? Mon influence est encore intacte. Elle est partout<sup>20</sup>. » Bref, il est prêt à abandonner le titre de président, mais ne veut pas renoncer à la réalité du pouvoir. Il pense que la Kanu nouvelle version lui permettra de toujours dominer la scène politique. En ce sens, les quatre nouveaux vice-présidents du parti, Kalonzo Musyoka, Katana Ngala, Musalia Mudavadi et Uhuru Kenyatta doivent représenter les Kamba, la Côte, les Luhya et les Kikuyu alors que le secrétaire général, Raila Odinga, est censé amener dans la coalition les Luo. Cette manœuvre change radicalement la politique de la succession en plaçant la Kanu au centre de la scène politique. De leur côté, plusieurs dirigeants de l'opposition, W. Kijana, M. Kibaki et Charity Ngilu du National Party of Kenya, se rencontrent à plusieurs reprises et annoncent une union qui a du mal à se concrétiser. Mais la polarisation ethnique prend un tour nouveau et le mécontentement au sein du parti augmente sensiblement quand Moi intronise Uhuru Kenyatta comme son dauphin officiel. Il annonce sa décision à l'occasion de meetings dans le district de Lugari et du mont Elgon, humiliant ainsi Mudavadi devant ses propres concitoyens luhya. De forts sentiments anti-Moi se manifestent alors dans l'ensemble du pays. Le mythe de l'invincibilité de Moi cultivé pendant vingt-quatre ans s'est effrité.

---

17. M. Katumanga, « 0,4° au nord de l'équateur : une souveraineté à l'abandon », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, pp. 22-31 ; J. Galaty, « Pastoral conflicts across northern Kenya », in H. Maupeu (dir.), *Afrique orientale. Annuaire 2002*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 223-244.

18. W. Mutunga, *Constitution-Making from the Middle. Civil Society and Transition Politics in Kenya, 1992-1997*, Nairobi, Sareat, 1999.

19. M. Rutten, A. Mazrui et F. Grignon (eds), *Out for the Count : the 1997 General Elections and Prospects for Democracy in Kenya*, Kampala, Fountain Publishers, 2001.

20. « Nyayo sayings : Moi end of an era », *Daily Nation*, 24 décembre 2002.

De Lugari à Kisumu en passant par Nairobi, la foule se met à huer le président. À Kakamega, il a même fallu l'évacuer par hélicoptère, le peuple semblant prêt à le lyncher.

En septembre, une faction de la Kanu dirigée par Odinga et rassemblant Saitoti, Mudavadi, Kamotho, Moody Awori et K. Musyoka, se forme et prend le nom de « coalition Arc-en-ciel ». En octobre, Mudavadi s'éloigne de ce groupe qui rejoint alors le trio de l'opposition (Wamalwa, Kibaki et Ngilu) pour former la National Rainbow Coalition (NaRC). L'épithète du régime Kanu est alors gravée. La nomination de Mudavadi comme numéro 2 du régime (octobre 2002) est perçue par les Luhyas comme une insulte et, lors de chacun de ses voyages dans sa région natale, le nouveau vice-président est accueilli par des violences. Contrairement aux attentes de Moi, l'opposition s'est entendue sur un candidat à la présidentielle, M. Kibaki, et ne s'est guère divisée avant le scrutin. Le professeur de politique est progressivement devenu un simple mortel. En quelques mois, son invincibilité a été remise en cause. Moi perçoit la politique en termes machiavéliens et préfère être craint que respecté. Il estime que la victoire politique repose sur les mensonges et les manipulations. Mr Nyayo n'a pas réalisé que son dauphin officiel, Uhuru, ne serait pas accepté par tous. Ce choix gêne trop de barons du régime que Moi ne contrôle plus.

Ainsi, l'idéologie de l'ethnicité sur laquelle Moi a construit sa domination s'est progressivement retournée contre lui. Les paysans qui se sont sentis trahis par Moi et par la Kanu ont analysé la nouvelle configuration politique en termes bibliques. Ils ont fait un parallèle entre les quarante années de l'ère Kanu et les quarante jours de diète qu'il faut pour extirper le démon et obtenir une purification. Les Juifs sont restés dans le désert quarante jours, Jésus a jeûné quarante jours et des proverbes swahili parlent des quarante jours d'un voleur. Quarante est un nombre chargé de symboles et, dans leur esprit, la Kanu ne peut pas aller à l'encontre de cette logique et revenir au pouvoir. De plus, l'arc-en-ciel apparaît généralement après les inondations et le chaos créé par la Kanu a été assimilé aux inondations. Le parti au pouvoir s'est également mis à dos les enseignants, qui s'étaient vu promettre en 1997 de fortes augmentations de salaires qui n'ont jamais été appliquées. Les enseignants n'ont jamais pardonné la Kanu et se sont massivement ralliés à la NaRC. La dissolution de la Commission de révision constitutionnelle en octobre 2002 a achevé de déconsidérer le régime. Au fur et à mesure que les élections approchaient, le sort de Moi et de la Kanu semblait scellé. Même l'accident de voiture du chef de l'opposition n'a guère aidé la Kanu. Le jour du scrutin, un arc-en-ciel est apparu dans plusieurs régions du pays, ce qui a été interprété comme le jour du jugement pour les voleurs de la Kanu et comme le signe de la délivrance des Kenyans d'un régime répressif qui les a massivement rejetés dans la pauvreté.

Le régime sortant avait vraisemblablement prévu de truquer les élections en ayant recours à la fois à la violence et au bourrage des urnes. Mungiki devait propager cette violence dans les villes comme dans les campagnes de la Rift Valley. Le groupe a reçu peu avant les élections des Land Rovers de l'armée équipées de systèmes sophistiqués de communication<sup>21</sup>. Certains de leurs dirigeants se sont présentés comme candidats à plusieurs postes électifs en dépit de l'interdiction officielle de la secte depuis près de neuf mois. Des hélicoptères de l'armée de l'air devaient servir dans le cadre du projet de truquage des élections. Afin de faciliter ces opérations, de nombreux officiers jugés peu fiables ont été déplacés peu avant le scrutin. Or, deux facteurs ont empêché ce plan de fonctionner. La commission électorale a décidé que les urnes seraient dépouillées sur le lieu de vote avant d'être rassemblées au niveau de chaque circonscription. La Kanu n'a pas prévu que la NaRC s'entendrait avec une radio-télévision périphérique, *Citizen*, pour diffuser en direct les résultats que les militants téléphonaient depuis chaque station de vote. Difficile dès lors de truquer des résultats déjà connus du public. En second lieu, Odinga a menacé le pouvoir de faire descendre deux millions de Kenyans sur *State House* si la victoire de Kibaki n'était pas officiellement reconnue et la passation de pouvoir organisée.

**L**e règne de Moi s'est effondré sous le poids des contradictions semées durant ses vingt-quatre ans sur le trône *Harambee-Nyayo*. Kibaki a battu son rival avec plus de 70 % des voix. La plupart de ses ministres ainsi que son vice-président ont été rejetés par les électeurs et la Kanu revient au Parlement avec moins de 60 députés. Pour autant, Moi a conseillé à Uhuru d'accepter la défaite, prenant au sérieux les menaces de coup de force lancées par Odinga. Il ne se sent pas prêt à l'exil. Il n'aime pas les climats européens et ne veut pas connaître le sort de Mobutu qui s'est vu refuser l'entrée sur le territoire français. Alors qu'elle quitte le pouvoir, la girafe semble blessée et humiliée par sa propre arrogance et son orgueil. Le peuple jette des pierres contre l'ancien maître qui a perdu sa mystique. Humilié par un successeur qui dit hériter d'une nation mise à genou par les pratiques de son prédécesseur, il s'envole en hélicoptère de *State House* pour se retirer dans sa ferme de Kabarak. Il laisse derrière lui un État qui s'est quasiment effondré et une capitale qui fête un immense arc-en-ciel d'espoir. Après tout, Daniel n'a jamais été un professeur de politique, il fut seulement un petit prof égaré en politique ■

Musambayi Katumanga, université de Nairobi

Traduit par Hervé Maupeu

21. « Scandal of army vehicles diverted to Mungiki militia », *Daily Nation*, 31 janvier 2003.